



Treaty Series No. 58 (1966)

Customs Convention
concerning
Welfare Material for Seafarers

Brussels, 1 December 1964–30 September 1965

[The United Kingdom ratification was deposited on 25 May 1966 and the Convention entered into force for the United Kingdom on 25 August 1966]

*Presented to Parliament by the Secretary of State for Foreign Affairs
by Command of Her Majesty
December 1966*

LONDON
HER MAJESTY'S STATIONERY OFFICE

PRICE 2s. 6d. NET

Cmnd. 3161

**CONVENTION DOUANIÈRE
RELATIVE AU MATÉRIEL DE BIEN-ÊTRE DESTINÉ AUX
GENS DE MER**

PREAMBULE

Les PARTIES CONTRACTANTES à la présente Convention, élaborée sous les auspices du Conseil de Coopération Douanière, à l'initiative et avec le concours de l'Organisation Internationale du Travail,

Souhaitant accroître le bien-être des gens de mer à bord des navires affectés au trafic maritime international,

Couvaincues que l'adoption de dispositions douanières uniformes facilitant le transfert du matériel de bien-être et son utilisation par les gens de mer peut contribuer à y parvenir,

Sont convenues de ce qui suit :

CHAPITRE PREMIER

Définitions et champ d'application

ARTICLE PREMIER

Aux fins de la présente Convention, on entend :

- (a) par "matériel de bien-être", le matériel destiné aux activités de caractère culturel, éducatif, récréatif, religieux ou sportif des gens de mer et notamment les livres et imprimés, le matériel audio-visuel, les articles de sport, le matériel pour la pratique des jeux ou passe-temps, les objets du culte et les vêtements sacerdotaux, dont la liste, qui n'est pas limitative, est annexée à la présente Convention;
- (b) par "gens de mer", toutes les personnes transportées à bord d'un navire qui sont chargées de tâches se rapportant au fonctionnement ou au service de celui-ci en mer;
- (c) par "établissements de caractère culturel ou social", les foyers, les clubs et les locaux de récréation pour gens de mer, gérés soit par des organismes officiels, soit par des organisations religieuses ou autres à but non lucratif, ainsi que les lieux du culte où sont célébrés régulièrement des offices à l'intention des gens de mer;
- (d) par "droits et taxes à l'importation", les droits de douane et tous autres droits, taxes et redevances ou impositions diverses qui sont perçus à l'importation ou à l'occasion de l'importation des marchandises, à l'exception des redevances et impositions dont le montant est limité au coût approximatif des services rendus;
- (e) par "ratification", la ratification proprement dite, l'acceptation ou l'approbation;

**CUSTOMS CONVENTION
CONCERNING WELFARE MATERIAL FOR SEAFARERS**

PREAMBLE

The CONTRACTING PARTIES to the present Convention established under the auspices of the Customs Co-operation Council on the initiative of and in consultation with the International Labour Organisation,

Desiring to promote the welfare of seafarers on ships in international maritime traffic,

Convinced that the adoption of uniform Customs provisions to facilitate the transfer of welfare material and its utilisation by seafarers can contribute to this end,

Have agreed as follows :

CHAPTER I

Definitions and Scope

ARTICLE 1

For the purposes of the present Convention :

- (a) the term "welfare material" means material for the pursuit of cultural, educational, recreational, religious or sporting activities by seafarers and shall include reading material, audio-visual material, sports gear, hobby material and equipment for religious activities (including vestments), as set out in the list, which is not exhaustive, in the Annex to the present Convention;
- (b) the term "seafarer" means any person carried on board a ship and charged with duties in connection with its working or service at sea;
- (c) the term "welfare establishments" means hostels, clubs or recreation centres for seafarers, managed either by official organisations or by religious or other not-for-profit organisations, and places of worship where services for seafarers are regularly held;
- (d) the term "import duties and taxes" means Customs duties and all other duties, taxes, fees or other charges which are collected on or in connection with the importation of goods, but not including fees and charges which are limited in amount to the approximate cost of services rendered;
- (e) the term "ratification" means ratification, acceptance or approval;

- (f) par "Conseil", l'organisation instituée par la Convention portant création d'un Conseil de Coopération Douanière, conclue à Bruxelles le 15 décembre 1950.

ARTICLE 2

La présente Convention vise l'importation dans le territoire d'une Partie Contractante de matériel de bien-être à l'usage des gens de mer à bord de navires étrangers affectés au trafic maritime international.

CHAPITRE II

Facilités en faveur du matériel de bien-être utilisé ou destiné à être utilisé à bord de navires

ARTICLE 3

1. Les Parties Contractantes s'engagent à accorder au matériel de bien-être, dans les cas énumérés à l'Article 4 et sous réserve de réexportation, la suspension :

(a) des droits et taxes à l'importation,

(b) de toute mesure concernant les prohibitions ou restrictions, autres que celles dérivant de l'application des réglementations relatives à la moralité et à la sécurité publiques, à l'hygiène ou à la santé publiques ou fondées sur des considérations d'ordre vétérinaire ou phytopathologique.

2. Pour l'octroi de ces facilités, les Parties Contractantes appliqueront une procédure comportant le minimum de formalités et de délais.

3. L'application des dispositions relatives aux prohibitions ou restrictions imposées dans l'intérêt de la moralité publique ne doit pas entraver la rapidité du transfert du matériel de bien-être dans les cas visés aux alinéas (a), (b) et (c) de l'Article 4.

ARTICLE 4

Les facilités prévues à l'Article 3 sont applicables au matériel de bien-être :

(a) importé dans le territoire d'une Partie Contractante pour être embarqué, en vue de son utilisation à bord, sur un navire étranger affecté au trafic maritime international qui se trouve dans un port de ce territoire;

(b) débarqué d'un navire pour être transféré, en vue de son utilisation à bord, sur un navire étranger affecté au trafic maritime international qui se trouve dans le même port ou dans un autre port du même territoire;

(c) débarqué d'un navire pour être réexporté;

(d) destiné à être réparé;

(e) appelé à recevoir ultérieurement une des destinations prévues aux alinéas (a), (b) ou (c) du présent Article;

- (f) the term "the Council" means the Organisation set up by the Convention establishing a Customs Co-operation Council, done at Brussels on 15th December, 1950⁽¹⁾.

ARTICLE 2

This Convention shall apply to the importation into the territory of a Contracting Party of welfare material for the use of seafarers on foreign ships engaged in international maritime traffic.

CHAPTER II

Facilities for welfare material used or intended to be used on board ship

ARTICLE 3

1. The Contracting Parties undertake to grant to welfare material in the circumstances set out in Article 4, and subject to re-exportation, conditional relief from:

- (a) import duties and taxes,
- (b) all prohibitions or restrictions other than those enforced under regulations concerning public morality or security, public hygiene or health, or based on veterinary or phytopathological considerations.

2. These facilities shall be granted by the Contracting Parties under procedures involving the minimum of formalities and delay.

3. The application of provisions relating to prohibitions and restrictions imposed for the purposes of protection of public morality shall not hinder the speed of transfer of welfare material in the cases referred to in paragraphs (a), (b) and (c) of Article 4.

ARTICLE 4

The facilities provided for in Article 3 shall apply to welfare material which is:

- (a) imported into the territory of a Contracting Party for delivery to and use on board a foreign ship engaged in international maritime traffic, lying in a port in that territory;
- (b) taken off a ship for delivery to and use on board a foreign ship engaged in international maritime traffic lying in the same port or in another port in the same territory;
- (c) taken off a ship for re-exportation;
- (d) intended for repair;
- (e) awaiting disposal in accordance with paragraph (a), (b) or (c) of this Article;

⁽¹⁾ " Treaty Series No. 50 (1954)", Cmd. 9232.

- (f) débarqué d'un navire pour être utilisé temporairement à terre par l'équipage pour une durée ne dépassant pas celle de l'escale dans le port.

CHAPITRE III

Facilités en faveur du matériel de bien-être destiné à être utilisé dans les établissements de caractère culturel ou social

ARTICLE 5

Les facilités prévues à l'Article 3 sont étendues, sous réserve du minimum de formalités indispensable au contrôle, au matériel de bien-être importé temporairement pour une période ne dépassant pas six mois et destiné à être utilisé dans les établissements de caractère culturel ou social.

CHAPITRE IV

Divers

ARTICLE 6

Les dispositions de la présente Convention établissent des facilités minima. Elles ne mettent pas obstacle à l'application de facilités plus grandes que certaines Parties Contractantes accordent ou accorderaient soit par des dispositions unilatérales, soit en vertu d'accords bilatéraux ou multilatéraux.

ARTICLE 7

Pour l'application de la présente Convention, les territoires des Parties Contractantes qui forment une union douanière ou économique peuvent être considérés comme un seul territoire.

ARTICLE 8

Toute substitution, fausse déclaration ou manœuvre ayant pour effet de faire bénéficier indûment une personne ou un objet des facilités prévues par la présente Convention, expose le contrevenant, dans le pays où l'infraction est commise, aux sanctions prévues par les lois et règlements de ce pays et, le cas échéant, au paiement des droits et taxes à l'importation exigibles.

ARTICLE 9

L'Annexe à la présente Convention est considérée comme faisant partie intégrante de celle-ci.

- (f) landed from a ship for temporary use ashore by the crew for a period not exceeding the ship's stay in port.

CHAPTER III

Facilities for welfare material for use in welfare establishments

ARTICLE 5

The facilities provided for in Article 3 shall be extended to welfare material temporarily imported for a period not exceeding six months for use in welfare establishments, subject to the minimum formalities necessary for control.

CHAPTER IV

Miscellaneous

ARTICLE 6

The provisions of the present Convention set out the minimum facilities to be accorded. They do not prevent the application of greater facilities which certain Contracting Parties grant or may grant in future by unilateral provisions or in virtue of bilateral and multilateral agreements.

ARTICLE 7

For the purpose of the present Convention the territories of Contracting Parties which form a Customs or economic union may be taken to be a single territory.

ARTICLE 8

Any substitution, false declaration or act having the effect of causing a person or goods improperly to benefit from the facilities provided for in the present Convention, may render the offender liable in the country where the offence was committed to the penalties prescribed by the laws and regulations of that country and to payment of any import duties and taxes chargeable.

ARTICLE 9

The Annex to the present Convention shall be construed to be an integral part of the Convention.

CHAPITRE V

Clauses finales

ARTICLE 10

1. Les Parties Contractantes se réunissent lorsqu'il est nécessaire pour examiner les conditions dans lesquelles la présente Convention est appliquée afin, notamment, de rechercher les mesures propres à en assurer l'interprétation et l'application uniformes.

2. Ces réunions sont convoquées par le Secrétaire Général du Conseil, sur la demande d'une Partie Contractante, et, sauf décision contraire des Parties Contractantes, elles se tiennent au siège du Conseil.

3. Les Parties Contractantes établissent le règlement intérieur de leurs réunions. Les décisions des Parties Contractantes sont prises à la majorité des deux-tiers de celles qui sont présentes et qui prennent part au vote.

4. Les Parties Contractantes ne peuvent valablement se prononcer sur une question que si plus de la moitié d'entre elles sont présentes.

ARTICLE 11

1. Tout différend entre Parties Contractantes en ce qui concerne l'interprétation ou l'application de la présente Convention est, autant que possible, réglé par voie de négociations directes entre lesdites Parties.

2. Tout différend qui n'est pas réglé par voie de négociations directes est porté, par les parties en cause, devant les Parties Contractantes réunies dans les conditions prévues à l'Article 10 de la présente Convention, qui examinent le différend et font des recommandations en vue de son règlement.

3. Les Parties au différend peuvent convenir d'avance d'accepter les recommandations des Parties Contractantes.

ARTICLE 12

1. Tout Etat membre du Conseil et tout Etat membre de l'Organisation des Nations Unies ou de ses institutions spécialisées peut devenir Partie Contractante à la présente Convention :

(a) en la signant, sans réserve de ratification;

(b) en déposant un instrument de ratification après l'avoir signée sous réserve de ratification; ou

(c) en y adhérant.

2. La présente Convention est ouverte jusqu'au 30 septembre 1965, au siège du Conseil, à Bruxelles, à la signature des Etats visés au paragraphe 1 du présent Article. Après cette date, elle sera ouverte à leur adhésion.

3. Tout Etat non membre des organisations visées au paragraphe 1 du présent Article, auquel une invitation est adressée à cet effet par le Secrétaire

CHAPTER V

Final provisions

ARTICLE 10

1. The Contracting Parties shall meet together when necessary in order to consider the operation of the present Convention and, in particular, in order to consider measures to secure uniformity in the interpretation and application of the present Convention.

2. Such meetings shall be convened by the Secretary-General of the Council at the request of any Contracting Party. Unless the Contracting Parties otherwise decide, the meetings shall be held at the Headquarters of the Council.

3. The Contracting Parties shall lay down the rules of procedure for their meetings. Decisions of the Contracting Parties shall be taken by a majority of not less than two-thirds of the Contracting Parties present at the meeting and voting.

4. The Contracting Parties shall not take a decision on any matter unless more than half of them are present.

ARTICLE 11

1. Any dispute between Contracting Parties concerning the interpretation or application of the present Convention shall so far as possible be settled by negotiation between them.

2. Any dispute which is not settled by negotiation shall be referred by the Contracting Parties in dispute to the Contracting Parties, meeting in conformity with Article 10 of the present Convention which shall thereupon consider the dispute and make recommendations for its settlement.

3. The Contracting Parties in dispute may agree in advance to accept the recommendations of the Contracting Parties as binding.

ARTICLE 12

1. Any State Member of the Council and any State Member of the United Nations or its specialised agencies may become a Contracting Party to the present Convention:

- (a) by signing it without reservation of ratification;
- (b) by depositing an instrument of ratification after signing it subject to ratification; or
- (c) by acceding to it.

2. The present Convention shall be open until 30th September, 1965, for signature at the Headquarters of the Council in Brussels, by the States referred to in paragraph 1 of this Article. Thereafter, it shall be open for their accession.

3. Any State, not being a Member of the Organisations referred to in paragraph 1 of this Article, to which an invitation to that effect has been

Général du Conseil, sur la demande des Parties Contractantes, peut devenir Partie Contractante à la présente Convention en y adhérant après son entrée en vigueur.

4. Les instruments de ratification ou d'adhésion sont déposés auprès du Secrétaire Général du Conseil.

ARTICLE 13

1. La présente Convention entre en vigueur trois mois après que cinq des Etats mentionnés au paragraphe 1 de l'Article 12 de la présente Convention l'ont signée sans réserve de ratification ou ont déposé leur instrument de ratification ou d'adhésion.

2. A l'égard de tout Etat qui signe la présente Convention sans réserve de ratification, qui la ratifie ou y adhère, après que cinq Etats ont soit signé la Convention sans réserve de ratification, soit déposé leur instrument de ratification ou d'adhésion, la présente Convention entre en vigueur trois mois après que ledit Etat a signé sans réserve de ratification ou déposé son instrument de ratification ou d'adhésion.

ARTICLE 14

1. La présente Convention est conclue pour une durée illimitée. Toutefois, toute Partie Contractante peut la dénoncer à tout moment après la date de son entrée en vigueur, telle qu'elle est fixée à l'Article 13 de la présente Convention.

2. La dénonciation est notifiée par un instrument écrit déposé auprès du Secrétaire Général du Conseil.

3. La dénonciation prend effet six mois après la réception de l'instrument de dénonciation par le Secrétaire Général du Conseil.

ARTICLE 15

1. Les Parties Contractantes, réunies dans les conditions prévues à l'Article 10 ci-dessus, peuvent recommander des amendements à la présente Convention.

2. Le texte de tout amendement ainsi recommandé est communiqué par le Secrétaire Général du Conseil à toutes les Parties Contractantes, à tous les autres Etats signataires, au Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies et au Directeur Général du Bureau International du Travail.

3. Dans un délai de six mois à compter de la date de la communication de l'amendement recommandé, toute Partie Contractante peut faire connaître au Secrétaire Général du Conseil :

(a) soit qu'elle a une objection à l'amendement recommandé,

(b) soit que, bien qu'elle ait l'intention d'accepter l'amendement recommandé, les conditions nécessaires à cette acceptation ne se trouvent pas encore remplies dans son pays.

4. Aussi longtemps qu'une Partie Contractante qui a adressé la communication prévue ci-dessus au paragraphe 3 (b) n'a pas notifié son acceptation au Secrétaire Général du Conseil, elle peut, pendant un délai de

addressed by the Secretary General of the Council at the request of the Contracting Parties, may become a Contracting Party to the present Convention by acceding thereto after its entry into force.

4. The instruments of ratification or accession shall be deposited with the Secretary General of the Council.

ARTICLE 13

1. The present Convention shall enter into force three months after five of the States referred to in Paragraph 1 of Article 12 thereof have signed it without reservation of ratification or have deposited their instruments of ratification or accession^(*).

2. For any State signing without reservation of ratification, ratifying or acceding to the present Convention after five States have signed it without reservation of ratification or have deposited their instruments of ratification or accession, the present Convention shall enter into force three months after the said State has signed without reservation of ratification or deposited its instrument of ratification or accession.

ARTICLE 14

1. The present Convention is of unlimited duration. However, any Contracting Party may denounce it at any time after the date of its entry into force under Article 13 thereof.

2. The denunciation shall be notified by an instrument in writing, deposited with the Secretary General of the Council.

3. The denunciation shall take effect six months after the receipt of the instrument of denunciation by the Secretary General of the Council.

ARTICLE 15

1. The Contracting Parties meeting in conformity with Article 10 of the present Convention may recommend amendments thereto.

2. The text of any amendment so recommended shall be communicated by the Secretary-General of the Council to all Contracting Parties, to all other signatory States, to the Secretary General of the United Nations and to the Director General of the International Labour Office.

3. Within a period of six months from the date on which the recommended amendment is so communicated, any Contracting Party may inform the Secretary General of the Council:

- (a) that it has an objection to the recommended amendment, or
- (b) that, although it intends to accept the recommended amendment, the conditions necessary for such acceptance are not yet fulfilled in its country.

4. If a Contracting Party sends the Secretary General of the Council a communication as provided for in paragraph 3(b) of this Article, it may, so long as it has not notified the Secretary General of its acceptance of the

^(*) The Convention entered into force on 11 December, 1965, for the following States: Lebanon, New Zealand, Niger, Norway and Tunisia.

neuf mois à partir de l'expiration du délai de six mois prévu au paragraphe 3 du présent Article, présenter une objection à l'amendement recommandé.

5. Si une objection à l'amendement recommandé est formulée dans les conditions prévues aux paragraphes 3 et 4 du présent Article, l'amendement est considéré comme n'ayant pas été accepté et reste sans effet.

6. Si aucune objection à l'amendement recommandé n'a été formulée dans les conditions prévues aux paragraphes 3 et 4 du présent Article, l'amendement est réputé accepté à la date suivante :

- (a) lorsqu'aucune Partie Contractante n'a adressé de communication en application du paragraphe 3 (b) du présent Article, à l'expiration du délai de six mois visé à ce paragraphe 3;
- (b) lorsqu'une ou plusieurs Parties Contractantes ont adressé une communication en application du paragraphe 3 (b) du présent Article, à la plus rapprochée des deux dates suivantes :
 - (i) date à laquelle toutes les Parties Contractantes ayant adressé une telle communication ont notifié au Secrétaire Général du Conseil leur acceptation de l'amendement recommandé, cette date étant toutefois reportée à l'expiration du délai de six mois visé au paragraphe 3 du présent Article si toutes les acceptations ont été notifiées antérieurement à cette expiration;
 - (ii) date d'expiration du délai de neuf mois visé au paragraphe 4 du présent Article.

7. Tout amendement réputé accepté entre en vigueur six mois après la date à laquelle il a été réputé accepté.

8. Le Secrétaire Général du Conseil notifie le plus tôt possible à toutes les Parties Contractantes et autres Etats signataires toute objection formulée conformément au paragraphe 3 (a) du présent Article ainsi que toute communication adressée conformément au paragraphe 3 (b). Il fait savoir ultérieurement à toutes les Parties Contractantes et autres Etats signataires si la ou les Parties Contractantes qui ont adressé une telle communication élèvent une objection contre l'amendement recommandé ou l'acceptent.

9. Tout Etat qui ratifie la présente Convention ou y adhère est réputé avoir accepté les amendements entrés en vigueur à la date du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion.

ARTICLE 16

1. Tout Etat peut, soit au moment de la signature sans réserve de ratification, de la ratification ou de l'adhésion, soit ultérieurement, notifier au Secrétaire Général du Conseil que la présente Convention s'étend à l'ensemble ou à certains des territoires dont les relations internationales sont placées sous sa responsabilité. Cette notification prend effet trois mois après la date à laquelle le Secrétaire Général la reçoit. Toutefois, la Convention ne peut devenir applicable aux territoires désignés dans la notification avant qu'elle ne soit entrée en vigueur à l'égard de l'Etat intéressé.

recommended amendment, submit an objection to that amendment within a period of nine months following the expiry of the six-month period referred to in paragraph 3 of this Article.

5. If an objection to the recommended amendment is stated in accordance with the terms of paragraph 3 or 4 of this Article, the amendment shall be deemed not to have been accepted and shall be of no effect.

6. If no objection to the recommended amendment in accordance with paragraph 3 or 4 of this Article has been stated, the amendment shall be deemed to have been accepted as from the date specified below :

(a) if no Contracting Party has sent a communication in accordance with paragraph 3 (b) of this Article, on the expiry of the period of six months referred to in paragraph 3;

(b) if any Contracting Party has sent a communication in accordance with paragraph 3 (b) of this Article, on the earlier of the following two dates :

(i) the date by which all the Contracting Parties which sent such communications have notified the Secretary General of the Council of their acceptance of the recommended amendment, provided that, if all the acceptances were notified before the expiry of the period of six months referred to in paragraph 3 of this Article, that date shall be taken to be the date of expiry of the said six-month period;

(ii) the date of expiry of the nine-month period referred to in paragraph 4 of this Article.

7. Any amendment deemed to be accepted shall enter into force six months after the date on which it was deemed to be accepted.

8. The Secretary General of the Council shall, as soon as possible, notify all Contracting Parties and other signatory States of any objection to the recommended amendment made in accordance with paragraph 3 (a), and of any communication received in accordance with paragraph 3 (b), of this Article. He shall subsequently inform all the Contracting Parties and other signatory States whether the Contracting Party or Parties which have sent such communication raise an objection to the recommended amendment or accept it.

9. Any State ratifying or acceding to the present Convention shall be deemed to have accepted any amendments thereto which have entered into force at the date of deposit of its instrument of ratification or accession.

ARTICLE 16

1. Any State may, at the time of signing the present Convention without reservation of ratification or of depositing its instrument of ratification or accession or at any time thereafter, declare by notification given to the Secretary General of the Council that the present Convention shall extend to all or any of the territories for whose international relations it is responsible. Such notification shall take effect three months after the date of the receipt thereof by the Secretary General of the Council provided, however, that the Convention shall not apply to the territories named in the notification before the Convention has entered into force for the State concerned.

2. Tout Etat ayant, en application du paragraphe 1 du présent Article, notifié que la présente Convention s'étend à un territoire dont les relations internationales sont placées sous sa responsabilité, peut notifier au Secrétaire Général du Conseil, conformément aux dispositions de l'Article 14 de la présente Convention, que ce territoire cessera d'appliquer la Convention.

ARTICLE 17

1. Tout Etat peut déclarer, au moment où il signe la présente Convention, la ratifie ou y adhère, ou bien, après être devenu Partie Contractante à la Convention, notifier au Secrétaire Général du Conseil qu'il ne se considère pas lié par les dispositions de l'Article 5. Cette notification prend effet trois mois après la date à laquelle le Secrétaire Général la reçoit.

2. Toute Partie Contractante qui a formulé une réserve conformément au paragraphe 1 du présent Article peut, à tout moment, lever cette réserve par une notification adressée au Secrétaire Général du Conseil.

3. Aucune autre réserve à la présente Convention n'est admise.

ARTICLE 18

Le Secrétaire Général du Conseil notifie à toutes les Parties Contractantes ainsi qu'aux autres Etats signataires, au Secrétaire Général des Nations Unies et au Directeur Général du Bureau International du Travail :

- (a) les signatures, ratifications et adhésions visées à l'Article 12 de la présente Convention;
- (b) la date à laquelle la présente Convention entre en vigueur conformément à l'Article 13;
- (c) les dénonciations reçues conformément à l'Article 14;
- (d) les amendements réputés acceptés conformément à l'Article 15 ainsi que la date de leur entrée en vigueur;
- (e) les notifications reçues conformément à l'Article 16;
- (f) les déclarations et notifications reçues conformément à l'Article 17, ainsi que la date à laquelle les réserves prennent effet ou celle à compter de laquelle elles sont levées.

ARTICLE 19

Conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies, la présente Convention sera enregistrée au Secrétariat des Nations Unies à la requête du Secrétaire Général du Conseil.

2. Any State which has made a notification under paragraph 1 of this Article extending the present Convention to any territory for whose international relations it is responsible may notify the Secretary General of the Council, in accordance with the provisions of Article 14 of the present Convention, that the territory in question will no longer apply the Convention.

ARTICLE 17

1. Any State may declare at the time of signing, ratifying or acceding to the present Convention, or notify the Secretary General of the Council after becoming a Contracting Party to the Convention, that it does not consider itself bound by the provisions of Article 5. Such notification shall take effect three months after the date of its receipt by the Secretary General.

2. Any Contracting Party having entered a reservation as provided for in paragraph 1 of this Article may at any time withdraw such reservation by notifying the Secretary General of the Council.

3. No other reservation to the present Convention shall be permitted.

ARTICLE 18

The Secretary General of the Council shall notify all Contracting Parties, the other signatory States, the Secretary General of the United Nations and the Director General of the International Labour Office, of:

- (a) signatures, ratifications and accessions under Article 12 of the present Convention;
- (b) the date of entry into force of the present Convention in accordance with Article 13;
- (c) denunciations under Article 14;
- (d) any amendment deemed to have been accepted in accordance with Article 15 and the date of its entry into force;
- (e) notifications received in accordance with Article 16;
- (f) declarations and notifications made in accordance with Article 17 and the date on which reservations or withdrawals of reservations take effect.

ARTICLE 19

In accordance with Article 102 of the Charter of the United Nations^(*), the present Convention shall be registered with the Secretariat of the United Nations at the request of the Secretary General of the Council.

(*) "Treaty Series No. 67 (1946)", Cmd. 7015.

En foi de quoi les soussignés à ce dûment autorisés ont signé la présente Convention.

In witness whereof the undersigned, being duly authorised thereto, have signed the present Convention.

Fait à Bruxelles, le premier décembre mil neuf cent soixante-quatre, en langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé auprès du Secrétaire Général du Conseil qui en transmettra des copies certifiées conformes à tous les Etats visés au paragraphe 1 de l'Article 12 de la présente Convention.

Done at Brussels this first day of December, nineteen hundred and sixty-four, in the English and French languages, both texts being equally authentic, in a single original which shall be deposited with the Secretary General of the Council who shall transmit certified copies to all the States referred to in paragraph 1 of Article 12 of the present Convention.

Pour l'Afghanistan :

For Afghanistan :

Pour l'Afrique du sud (Rép. d') :

For the Republic of South Africa :

F. S. STEYN

27th September 1965

Pour l'Albanie :

For Albania :

Pour l'Algérie :

For Algeria :

Pour l'Allemagne (Rép. Féd. d') :

For the Federal Republic of
Germany :

HERBERT SIEGFRIED

KARL ZEPF

sous réserve de ratification

le 2 juin 1965

2 Juni 1965

Pour l'Argentine :

For Argentina :

Pour l'Australie :

For Australia :

RALPH HARRY

le 28 septembre 1965

sous réserve de ratification

Pour l'Autriche :

For Austria :

Pour la Belgique :

For Belgium

Pour la Biélorussie (RSS de) :

For the Byelorussian SSR :

Pour la Birmanie :

For Burma :

Pour la Bolivie :

For Bolivia :

Pour le Brésil :

For Brazil :

Pour la Colombie :

For Colombia :

Pour le Congo (Brazzaville):

For Congo (Brazzaville):

Pour le Congo (Léopoldville):

For Congo (Leopoldville):

Pour le Costa-Rica :

For Costa Rica :

Pour la Côte d'Ivoire :

For Ivory Coast :

AOUSSOU KOFFI
sous réserve de ratification
11 juin 1965

Pour Cuba :

For Cuba :

Pour le Dahomey :

For Dahomey :

Pour le Danemark :

For Denmark :

E. KNUTH
sous réserve de ratification
31-VIII-1965

Pour l'Equateur :

For Ecuador :

Pour l'Espagne* :

For Spain :

J. NUÑEZ IGLESIAS 27-IX-1965

sous réserve de ratification

Pour les Etats-Unis d'Amérique :

For the United States of America :

Pour l'Ethiopie :

For Ethiopia :

Pour la Finlande :

For Finland :

Pour la France :

For France :

Pour le Gabon :

For Gabon :

Pour le Ghana :

For Ghana :

* The Government of Spain declared, under Article 17 of the Convention, that it does not consider itself bound by the provisions of Article 5.

Pour la Grèce :

For Greece :

Pour le Guatemala :

For Guatemala :

Pour la Guinée :

For Guinea :

Pour Haïti :

For Haiti :

Pour la Haute-Volta :

For Upper Volta :

Pour le Honduras :

For Honduras :

Pour la Hongrie :

For Hungary :

Pour l'Inde :

For India :

Pour le Japon :

For Japan :

M. YUKAWA
sous réserve de ratification
le 16 septembre 1965

Pour la Jordanie :

For Jordan :

Pour le Kenya :

For Kenya :

Pour le Koweït :

For Kuwait :

Pour le Laos :

For Laos :

Pour le Liban :

For Lebanon :
N. SADAKA
31/8/1965

Pour le Libéria :

For Liberia :

Pour la Libye :

For Libya :

Pour le Luxembourg :

For Luxembourg :

Pour Madagascar :

For Madagascar :

A. RAZAFINDRABE
sous réserve de ratification
12 juillet 1965

Pour la Malaisie :

For Malaysia :

Pour le Mali :

For Mali :

Pour le Maroc :

For Morocco :

Pour la Mauritanie :

For Mauritania :

Pour le Mexique :

For Mexico :

Pour le Nicaragua :

For Nicaragua :

Pour le Niger :

For Niger :

A. SIDIKOU
le 8 Juillet 1965

Pour la Nigéria :

For Nigeria :

Pour la Norvège :

For Norway :

OTTO KILDAL
le 10 septembre 1965

Pour la Nouvelle-Zélande* :

For New Zealand :

DONALD W. WOODWARD

In signing the present Convention the Government of New Zealand declares, pursuant to Article 17, that it does not consider itself bound by the provisions of Article 5.

3 June 1965

Pour l'Ouganda :

For Uganda :

Pour le Pakistan :

For Pakistan :

Pour le Panama :

For Panama :

Pour le Paraguay :

For Paraguay :

* The Government of New Zealand declared that the Convention also applies to the Cook Islands, Niue and the Tokelau Islands, being territories for whose international relations the Government is responsible.

Pour les Pays-Bas (Royaume des) : For the Kingdom of the Netherlands :

Pour le Pérou : For Peru :

Pour les Philippines : For the Philippines :

Pour la Pologne : For Poland :

WACLAW KLIMAS
28 septembre 1965
sous réserve de ratification

Pour le Portugal : For Portugal :

Pour la République Arabe Syrienne : For the Syrian Arab Republic :

Pour la République Arabe Unie : For the United Arab Republic :

Pour la République Centrafricaine : For the Central African Republic :

Pour la République Dominicaine : For the Dominican Republic :

Pour la République Unie du Tanganyika et de Zanzibar : For the United Republic of Tanganyika and Zanzibar :

Pour la Roumanie : For Rumania :

C. POPESCO 30.09.1965

sous réserve de ratification

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord : For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland :

Subject to ratification.

In accordance with the provisions of paragraph 1 of Article 17 the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland declares that it does not consider itself bound by the provisions of Article 5 of the Convention.

June 4th 1965

RODERICK E. BARCLAY

Pour le Rwanda : For Rwanda :

Pour le Salvador : For El Salvador :

Pour le Sénégal : For Senegal :

Pour le Sierra Leone : For Sierra Leone :

Pour la Somalie : For Somalia :

Pour le Soudan :

For Sudan :

Pour la Suède :

For Sweden :

FREDRIK BERGENSTRÄHLE

sous réserve de ratification avec l'assentiment du Riksdag.

le 28 septembre 1965

Pour la Suisse :

For Switzerland :

ZUBER *sous réserve de ratification*

le 28 septembre 1965

Pour le Tchad :

For Chad :

Pour la Tchécoslovaquie :

For Czechoslovakia :

Pour la Thaïlande :

For Thailand :

Pour le Togo :

For Togo :

Pour Trinidad et Tobago :

For Trinidad and Tobago :

Pour la Tunisie :

For Tunisia :

SLAHEDDINE EL GOULLI

14 juillet 1965

Pour la Turquie :

For Turkey :

Pour l'Ukraine (RSS d') :

For the Ukrainian SSR :

Pour l'Union des Républiques
Socialistes Soviétiques :

For the Union of Soviet Socialist
Republics :

Pour l'Uruguay :

For Uruguay :

Pour le Venezuela :

For Venezuela :

Pour le Viet-Nam (Rép. du) :

For the Republic of Viet-Nam :

Pour la Yougoslavie :

For Yugoslavia :

Pour la Zambie :

For Zambia :

ANNEXE

LISTE NON LIMITATIVE DU MATERIEL DE BIEN-ETRE

(a) *Livres et imprimés, tels que :*

Livres de tous genres;
Cours par correspondance;
Journaux et publications périodiques;
Brochures donnant des informations sur les services de bien-être existant dans les ports.

(b) *Matériel audio-visuel, tel que :*

Appareils de reproduction du son;
Enregistreurs à bandes magnétiques;
Postes récepteurs de radiodiffusion, postes récepteurs de télévision;
Appareils de projection;
Enregistrement sur disques ou sur bandes magnétiques (cours de langues, émissions radiodiffusées, vœux, musique et divertissements);
Films impressionnés et développés;
Diapositives.

(c) *Articles de sport, tels que :*

Vêtements de sport;
Ballons et balles;
Raquettes et filets;
Jeux de pont;
Matériel d'athlétisme;
Matériel de gymnastique.

(d) *Matériel pour la pratique des jeux ou passe-temps, tel que :*

Jeux de société;
Instruments de musique;
Matériel et accessoires de théâtre d'amateurs ;
Matériel pour la peinture artistique; la sculpture, le travail du bois, des métaux, etc.; la confection des tapis.

(e) *Objets du culte et vêtements sacerdotaux.*

(f) *Parties, pièces détachées et accessoires du matériel de bien-être.*

ANNEX

ILLUSTRATIVE LIST OF WELFARE MATERIAL

(a) *Reading material, such as :*

Books;
Correspondence courses;
Newspapers, journals and periodicals;
Pamphlets on welfare facilities in ports.

(b) *Audio-visual material, such as :*

Sound reproducing instruments;
Tape-recorders;
Radio sets, television sets;
Cinematographic and other projectors;
Recordings on tapes or discs (language courses, radio programmes, greetings, music and entertainment);

Films, exposed and developed;
Film slides.

(c) *Sports gear, such as :*

Sports wear;
Balls;
Racquets and nets;
Deck games;
Athletic equipment;
Gymnastic equipment.

(d) *Hobby material, such as :*

Indoor games;
Musical instruments;
Material for amateur dramatics;
Materials for painting, sculpture, woodwork and metalwork, etc. and for carpet making.

(e) *Equipment for religious activities (including vestments).*

(f) *Parts and accessories for welfare material.*

RATIFICATIONS

Denmark (excluding the Faroe Islands and Greenland)	16 May 1966
Sweden	15 February 1966
United Kingdom (including Jersey, the Isle of Man and the Bailiwick of Guernsey)	25 May 1966

ACCESSIONS

Belgium	20 June 1966
France (with reservation*)	6 July 1966
Malagasy Republic	30 September 1966
Malta	1 July 1966
Pakistan	27 September 1966
Sierra Leone	7 September 1966
Yugoslavia	15 April 1966

* The Government of France declared, under Article 17 of the Convention, that it does not consider itself bound by the provisions of Article 5.